

## **Note situation et impact COVID-19 aux Philippines au 14 avril 2020**

- **Contexte général**

Les Philippines comptent 107 Mhab, un PIB/hab de 2.600 EUR. Sa balance commerciale agroalimentaire est déficitaire, forte dépendance des importations pour son alimentation.

**Les Philippines ont déclaré 4.932 cas au 14 avril, dont 242 personnes guéries, 315 décès et 284 nouveaux cas le 13 avril.**

Le Président a imposé le confinement de Manille (12 Mhab) puis de la totalité de l'île de Luzon (51 Mhab) où se trouve Manille à la mi-mars. Fermeture des écoles, arrêt des transports publics, obligation de travailler chez soi sauf pour les services essentiels, hôpitaux, pharmacies, supermarchés. D'autres provinces ont depuis imposé un confinement total ou partiel. **Le confinement a été étendu jusqu'au 30 avril.** L'application drastique de ces mesures a fortement pénalisé les populations les plus pauvres. Beaucoup se sont retrouvées sans travail, sans argent, ni nourriture. 1 million de travailleurs du secteur formel et 300.000 travailleurs du secteur informel seraient sans travail

Fin mars un état d'urgence sanitaire a été déclaré pour une durée de 3 mois donnant autorité au Président pour la gestion du budget.

- **Restrictions aux frontières pour les personnes**

L'application drastique de ces mesures par l'armée a considérablement pénalisé dans un premier temps tous les transports y compris de nourriture. Un système d'autorisation des transports alimentaires délivré par le ministère de l'agriculture a rapidement été mis en place. Une carte ID est délivrée aux personnels appartenant aux secteurs autorisés à circuler (alimentaire, produit pharma, transport). Malgré ces autorisations, certaines usines/entreprises travaillent au ralenti, voire pas du tout, car leur effectif est très impacté, aussi bien dans les usines que pour opérer les camions de transport.

- **Circulation des marchandises (import-export) avec notamment d'éventuels problèmes logistiques**

Comme dans la plupart des pays de l'ASEAN, les mesures de confinement ont entraîné des difficultés de circulation et de dédouanement des marchandises du fait des barrages et de l'absence du personnel nécessaire.

**Certaines usines/entreprises travaillent au ralenti, ou sont fermées, les commandes sont annulées aussi bien à l'import qu'à l'export. A l'export, jusqu'à 70% des sociétés exportatrices ont dû mettre leur activité au ralenti ou même fermer, en raison du manque de personnel et des annulations de commandes.**

Les entreprises ont leur(s) entrepôt(s) pleins, et ne procèdent pas au dédouanement et aux retraits des marchandises aux ports. Depuis la mi-mars, les ports de Manille se sont congestionnés du fait que les entreprises ne retirent plus leurs containers dans les zones portuaires. Par conséquent, les compagnies maritimes prennent maintenant leurs dispositions pour décharger ces marchandises dans un port de transbordement le cas échéant.

Le 2 avril, un « Joint Administrative Order » JAO N°20-01 a été émis par la Task Force Inter Agence (IATF), donnant la priorité au déchargement des marchandises alimentaires et médicales et imposant des délais d'enlèvement pour tous les containers. Malgré ces directives qui se voulaient contraignantes, les ports sont restés congestionnés, en particulier pour ce qui concerne les conteneurs réfrigérés. Le port de Manille Nord ou « Manila International Container Terminal » (MICT) est arrivé à un taux d'utilisation globale de 81% (on parle d'une congestion à partir de 80%), et à 100% pour les « reefers » (bateaux frigorifiques).

Les autorités n'ont toujours pas pu mettre en oeuvre les termes du JAO en raison d'un problème informatique au niveau des douanes. Le système de déclaration en ligne a été mis hors service pendant quasiment toute la semaine du 6 avril. Les réceptionnaires n'ont pas retiré leur cargaison à un rythme suffisant pour décongestionner le terminal et MICT a dû fermer ses portes les jeudi 9 et vendredi 10 avril.

- **Problématiques spécifiques à certaines filières**

Les industries de transformation alimentaires peinent à trouver la main d'œuvre et les matières premières nécessaires. Les agriculteurs et pêcheurs ont été fortement pénalisés connaissant de nombreuses difficultés pour se rendre dans leurs champs et pour commercialiser leurs produits. Ces difficultés provoquent une forte hausse des prix du riz et des légumes. Depuis l'imposition du confinement le prix du paddy a bondi de 5 à 7 pesos le kg à plus de 20 pesos

La filière rizicole a été mise à mal par la libéralisation mi 2019 des importations de riz. 3 millions de tonnes ont ainsi été importées du Vietnam et de Thaïlande. Devant le risque de pénurie, moins de 15 jours de stocks disponibles, le Gouvernement a réussi à sécuriser 300.000 tonnes supplémentaires de riz en provenance du Vietnam.

Le vente d'alcool est limitée dans de nombreuses régions afin d'éviter tout rassemblement.

- **Mesures transversales de soutien à l'économie**

Mi mars, un premier budget de 500MEUR a été débloqué pour financer notamment des actions de formation (100 MEUR), des dons et prêts aux agriculteurs (50 MEUR) et des micro crédits (15 MEUR)

Fin mars un deuxième budget de près de 5 MDEUR a été débloqué afin notamment d'attribuer de 90 à 140 euros à chacune des 18 millions de familles les plus pauvres.

Par ailleurs la banque centrale a abaissé le ratio de réserves obligatoire des banques de 20 points de base, à 12 % au 30 mars afin de libérer près de 4 MdEUR de liquidités supplémentaires. Elle a également acheté pour près de 5 Md EUR d'obligations d'Etat pour accroître les marges de manœuvre budgétaires du gouvernement.

- **Mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire**

A compter de la fin mars, les employés de l'agro-industrie, les agriculteurs et les pêcheurs sont considérés comme essentiels à la nation et peuvent à nouveau circuler.

Par ailleurs 500 millions d'euros ont été mobilisés pour relancer la production agricole notamment rizicole.

Le contrôle et le gel des prix de vente au détail a été réintroduit et étendu à d'autres produits notamment le riz importé de 39 à 50 pesos / kg selon la qualité, le riz local 40 pesos/kg, la poitrine de porc 225 pesos/kg, les œufs 6,5 pesos/kg, l'huile 50 pesos/l. Parmi les prix déjà contrôlés, le poulet 130 pesos/kg, le sucre 50 pesos/kg (100 pesos = 1.8 €).

- **Mesures concernant le secteur de la pêche**

Non connues hormis la possibilité pour les pêcheurs d'exercer leur métier

- **Mesures de gestion de la main-d'oeuvre (prêt de personnel, formation...)**

Mesures de formation pour certaines catégories de la population